

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain B – 1030 Bruxelles Tél. : +32 (0)2 241 84 20

Fax: +32 (0)2 245 19 33 Courriel: admi@grip.org Internet: www.grip.org

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il a en outre été désigné en 1990 par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, « Messager de la Paix » en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

#### NOTE D'ANALYSE – 12 décembre 2013

MÉMIER Marc. Que reste-t-il d'AQMI au Nord-Mali ? Évaluation des conséquences de l'Opération Serval. Note d'Analyse du GRIP, 12 décembre 2013, Bruxelles.

http://www.grip.org/fr/node/1148



### **NOTE D'ANALYSE**

## Que reste-t-il d'AQMI au Nord-Mali ? Évaluation des conséquences de l'Opération Serval

#### Par Marc Mémier

#### 12 décembre 2013

#### Résumé

Depuis la fin du mois de septembre, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a revendiqué deux attentats à la voiture piégée, à Tombouctou contre l'armée malienne et à Tessalit contre des Casque bleus tchadiens, ainsi que l'enlèvement et l'assassinat de deux journalistes français à Kidal. Près d'un an après le lancement de l'opération Serval au Mali, ce regain d'activisme démontre la capacité de résilience du groupe djihadiste. Pourtant, le dispositif militaire français, soutenu par la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) et des unités maliennes, a considérablement affaibli l'organisation terroriste. Alors que les soldats maliens et les troupes de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) prennent peu à peu le relais sur le terrain, la reprise des activités terroristes d'AQMI au Nord-Mali pose la question des conséquences de l'opération Serval sur ses capacités et sa faculté à se réorganiser et se redéployer dans l'espace sahélien.

#### Abstract

## What remains of AQIM in North Mali? Evaluation of the consequences of Operation Serval

Since the end of September, Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) has claimed two car bombs, in Timbuktu against the Malian army and in Tessalit against Chadian blue helmets, and the kidnapping and murder of two french journalists in Kidal. Nearly a year after the Operation Serval started in Mali, this renewed terrorist activism reveals the resilience of the jihadist organisation. However, the French military force, supported by the African-led International Support Mission to Mali (AFISMA) and Malian units, has considerably weakened the terrorist organization. While the Malian Armed Forces and the blue helmets of the MINUSMA are progressively taking over in the field, the actual resumption of AQIM terrorist activities in North-Mali raises the question of the consequences of Operation Serval on its capacities and its ability to reorganise and redeploy in the Sahel.

### Introduction

L'Opération Serval a été déclenchée le 11 janvier 2013 en réaction à l'avancée des groupes armés djihadistes (GAD) vers la ville stratégique de Sévaré et suite à la demande expresse du président malien par intérim, Dioncounda Traoré<sup>1</sup>. Le dispositif militaire français, sous le commandement du général Saint-Quentin, conjugue depuis plusieurs mois renseignement, frappes aériennes, moyens d'aéromobilité et unités terrestres. Il aura mobilisé, au plus fort de la crise plus de 4500 hommes sur le théâtre des opérations. Malgré les importants moyens militaires et financiers engagés par la France au Mali, Serval ne se résume pas à une intervention franco-française. Les contingents de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) ainsi que les Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali (FATIM) ont fourni une contribution importante en assurant progressivement la sécurité des zones libérées mais aussi en participant directement aux opérations militaires (en particulier les FATIM). Par ailleurs, la France a reçu un appui logistique conséquent de ses alliés occidentaux et européens. Enfin, les forces armées maliennes (FAM), malgré leur profonde désorganisation et un manque sévère de capacité opérationnelle<sup>2</sup>, ont apporté un certain soutien aux forces françaises et africaines.

L'opération fixée par le président François Hollande, qui se veut en accord avec la Charte et les résolutions des Nations unies (notamment la résolution 2085 du Conseil de sécurité), poursuit trois objectifs principaux : « arrêter l'avancée des groupes terroristes vers Bamako », « préserver l'existence de l'État malien et lui permettre de recouvrer son intégrité territoriale » et « favoriser l'application des résolutions internationales à travers le déploiement de la force africaine de stabilisation et l'appui aux forces armées maliennes dans leur reconquête du Nord »³. Ces objectifs généraux se déclinent en objectifs militaires dont la destruction des capacités des GAD a été clairement identifiée par le ministre français de la Défense⁴.

Dès lors, pourquoi s'intéresser spécifiquement à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) alors que les GAD se sont multipliés au Nord-Mali ces dernières années ? En effet, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), né en 2011 d'une scission avec AQMI, et Ansar Eddine, créé fin 2011 durant l'insurrection touarègue, ont aussi occupé une place significative dans la crise malienne. L'intérêt porté à AQMI se justifie par le fait que l'organisation terroriste apparaît comme le « centre de gravité » de la coalition djihadiste au Mali<sup>5</sup>.

Ce dernier avait formulé sa demande le 10 janvier dans une lettre adressée à la France et au Conseil de sécurité des Nations unies, au titre de l'article 51 de la Charte des Nations unies relatif à la légitime défense.

<sup>2.</sup> Bérangère Rouppert, « EUTM Mali : une mission déployée dans l'urgence dans un contexte de conflit ouvert », Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, 19 avril 2013 : http://www.grip.org/fr/node/870

<sup>3.</sup> Jean-Marc Ayrault (Premier ministre) cité dans Christophe Guilloteau et Philippe Nauche (rapporteurs), Rapport d'information n°1288 de l'Assemblée Nationale sur l'Opération Serval, Commission de la Défense Nationale et des Forces Armées, juillet 2013, p. 33.

<sup>4.</sup> Jean-Yves Le Drian (ministre de la Défense), Ibid.

<sup>5.</sup> Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », Fondation pour la recherche stratégique, note n°16/13, juin 2013, p.5. Cette affirmation est à nuancer

À la différence des autres GAD, AQMI fait partie d'un réseau international et historique disposant de moyens financiers, logistiques et humains qui ne peuvent être comparés à ceux du MUJAO et d'Ansar Eddine. Ainsi, AQMI dispose au Mali de la plus grande capacité militaire et fournit en armes et combattants les autres organisations<sup>6</sup>. De plus, AQMI contrôle la grande majorité des ressources des groupes djihadistes sahéliens, notamment à travers les rançons des prises d'otages et le contrôle des routes du trafic de la drogue.

Il est avéré que les opérations militaires d'envergures menées au Nord-Mali depuis le mois de janvier ont largement déstabilisé la coalition djihadiste à plusieurs niveaux. Toutefois, alors que l'on observe un regain d'activisme d'AQMI dans le septentrion malien depuis la fin du mois de septembre, la question de sa faculté de recomposition et de réorganisation se pose avec acuité. En se basant sur des documents scientifiques et des entretiens réalisés à Dakar auprès d'officiels militaires français proches de l'Opération Serval, cette note vise à éclairer les changements induits par les opérations militaires sur l'emprise d'AQMI au Nord-Mali, sa capacité de nuisance ainsi que sa stratégie et ses objectifs dans le pays.

# 1. La perte de l'emprise territoriale et l'expansion régionale

## 1.1. L'implantation territoriale au Sahel et au Nord-Mali avant l'intervention

L'implantation d'Al-Qaïda dans le Sahel, au début des années 2000, résulte avant tout d'une décision pragmatique et opportuniste. D'une part, l'impasse des opérations dans le nord de l'Algérie à la fin des années 2000 a poussé Abdelmalek Droukdel, le n°1 d'AQMI, à basculer la zone d'implantation du groupe dans le sud et au Mali<sup>7</sup>. D'autre part, l'espace sahélo-saharien, d'une superficie de près de quatre millions de km2, et donc difficilement contrôlable, apparaît comme un terrain propice à l'implantation et au développement du groupe terroriste. Comme l'explique le journaliste mauritanien spécialiste d'AQMI, Isselmou Ould Moustapha, « la convergence idéologique totale entre Al-Qaïda et le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), la possibilité de créer des bases d'entraînement pour les djihadistes, ainsi que les trafics en tout genre dans la région (...) ne pouvaient qu'amener Al-Qaïda à s'installer au Sahel »<sup>8</sup>.

Au sein de l'espace sahélien, AQMI a trouvé dans les régions du Nord-Mali une zone d'implantation particulièrement attractive. L'absence quasi-totale de l'État malien dans cette zone, conjuguée à d'autres facteurs aggravants comme l'absence d'infrastructures, l'effondrement de l'économie locale, les sécheresses à répétition ou encore l'expansion

aujourd'hui avec la création récente du mouvement Al-Mourabitoune, issu de la fusion entre le MUJAO et les « signataires par le sang », qui s'annonce comme un concurrent très sérieux d'AQMI dans toute la sous-région.

6. Ibid.

- 7. Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicolas Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », Fondation pour la Recherche Stratégique, juin 2013, p.3.
- 8. Isselmou Ould Moustapha, directeur du journal Tahalil, in Djallil Lounnas, « AQMI et la crise malienne », op.cit, p. 44.

des trafics et de la criminalité transfrontalière, ont fait de cette vaste zone désertique un territoire concentrant tous les atouts pour devenir le centre névralgique de tout projet terroriste dans la sous-région.

C'est donc logiquement qu'AQMI a choisi d'installer son « sanctuaire » dans la vallée de l'Ametettaï, au nord de l'Adrar de Tigharghar (sud-ouest de l'Adrar des Ifoghas), profitant à la fois de la protection des massifs et de la proximité de la grande vallée du Timlési, axe essentiel entre le fleuve Niger et l'Algérie<sup>10</sup>. Dans ce contexte, la progression croissante de l'insécurité dans les régions du Nord durant le second mandat d'Amadou Toumani Touré (2007-2012), conjuguée à la crise institutionnelle et politique à Bamako (qui a culminé avec le coup d'État du capitaine Sanogo le 22 mars 2012), ont largement servi la stratégie d'implantation d'AQMI. Enfin, la guerre civile libyenne de 2011, offrant à AQMI armes et combattants, a été un catalyseur puissant de l'emprise du groupe djihadiste sur le territoire malien.

L'appréhension réfléchie des réalités sociales et économiques de la zone par les leaders d'AQMI a permis au groupe de tisser un important réseau au sein des populations locales et de bénéficier de nombreuses complicités. Ainsi, AQMI peut se prévaloir de soutiens au sein de l'ethnie des Bérabiches dans la région de Tombouctou, ainsi que du mouvement islamiste malien *Al Tabligh wa al-Dawa*, très influent dans les tribus arabes du pays. De plus, si les tribus touarègues du Nord-Mali ne soutiennent pas l'idéologie salafiste d'AQMI, certaines lui apporteraient également un soutien à des fins purement commerciales<sup>11</sup>. Enfin, AQMI a aussi profité de l'extrême pauvreté d'une partie de la population du Nord-Mali, marginalisée par l'autorité centrale, pour apporter des aides financières et s'assurer ainsi de l'appui des populations. Cette capacité de l'organisation à avoir su s'insérer dans la vie économique et sociale de la zone en a fait sa force<sup>12</sup>.

## 1.2. La reprise des territoires sous contrôle djihadiste et leur sécurisation

En quelques semaines, début 2013, les forces françaises, appuyées par les forces africaines de la MISMA et des unités maliennes, ont repris le contrôle des principales localités occupées par les GAD. La reconquête des territoires occupés faisait partie intégrante de la stratégie énoncée dans la résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies de recouvrement de l'intégrité territoriale par l'État malien. Les opérations militaires de reconquête et de sécurisation (les opérations de sécurisation étant toujours en cours) se sont déroulées selon quatre phases distinctes : l'arrêt de l'offensive des groupes djihadistes ; la conquête de la boucle du Niger et la libération des villes ; la bataille en profondeur dans le massif des Ifoghas ; et enfin la sécurisation du territoire et la transition vers les forces maliennes, africaines et internationales<sup>13</sup>.

<sup>9.</sup> Les trois régions du Nord-Mali (Gao, Kidal et Tombouctou) représentent 65% du territoire national (850 000 km2) pour moins de 10% de la population totale.

<sup>10.</sup> Michel Goya, « Mali : l'intervention militaire en perspectives », DiploWeb, 21 juin 2013.

<sup>11.</sup> Mehdi Medkdour, « Al Qaïda au Maghreb Islamique – fiche documentaire », op. cit. p.5 : http://www.grip.org/fr/node/130

<sup>12.</sup> Djallil Lounnas, « AQMI et la crise malienne », op. cit, p.49.

<sup>13.</sup> Christophe Guilloteau et Philippe Nauche (rapporteurs), Rapport d'information n°1288 de l'Assemblée Nationale sur l'Opération Serval, op. cit. p.48-54.

La première phase de l'opération (du 11 au 21 janvier 2013) a consisté à donner un coup d'arrêt à l'offensive des GAD vers le sud et éviter la prise de points stratégiques comme l'aéroport de Sévaré et le pont de Markala. Elle a été menée par la combinaison de l'action du Commandement des opérations spéciales (COS) et le déploiement d'importants moyens aériens : hélicoptères d'attaques Gazelle, avions de chasse Rafale et chasseurs bombardiers. En quelques heures, l'avancée des colonnes djihadistes a été stoppée et le 21 janvier les forces françaises avaient repris le contrôle de l'axe Diabaly-Konna.

L'objectif de la seconde phase (du 21 janvier au 1<sup>er</sup> février) a été le contrôle des axes majeurs et localités de la boucle du Niger et la reprise des principales villes du Nord-Mali (Gao, Tombouctou et Kidal). Harcelés par les raids aériens français, les combattants djihadistes se sont repliés vers leurs bases arrière, dans le nord et l'est du pays. Des opérations aéroterrestres, précédées d'importantes frappes aériennes, ont été conduites par les forces spéciales françaises. Ainsi, le 25 janvier, un groupement tactique interarmées français (GTIA), composé de plus de 600 éléments, accompagné d'unités maliennes, ont débuté leur progression vers Tombouctou, le fief d'AQMI dans la région<sup>14</sup>.

Quelques jours plus tôt, le 21 janvier, des frappes aériennes avaient ciblé des objectifs d'AQMI et détruit leur quartier général, l'ancien palais de Kadhafi à Tombouctou<sup>15</sup>. En quelques jours, les principales plateformes aéroportuaires du nord du pays, à Gao (25 et 26 janvier), Tombouctou (27 janvier), Kidal (30 janvier) et Tessalit (8 février), ont été reprises<sup>16</sup>.

La troisième phase (du 18 février au 25 mars) a visé à conquérir les bases arrière des GAD, et particulièrement d'AQMI, dans l'Adrar<sup>17</sup> des Ifoghas. Le 18 février, environ 1 200 soldats français et 800 soldats tchadiens, accompagnés d'éléments maliens<sup>18</sup>, ont lancé l'opération *Panthère IV* contre les positions djihadistes dans les Ifoghas. Les types de missions qui y ont été menées sont notamment « du bouclage de vallées, des opérations de ratissage, des infiltrations sur longue distance à pied pour



Troupes françaises à l'assaut du « camp des rochers » lors de l'Opération Serval. (Crédit photo : <u>ECPAD</u> / EMA - photothèque de la défense, 8 mars 2013)

surprendre l'ennemi, des combats à l'aide d'infanterie légères et d'unités blindées rapides appuyées par de l'artillerie, des avions et des drones »<sup>19</sup>.

<sup>14. «</sup> L'armée française en toute pour Tombouctou », *Ouest France*, 26 janvier 2013.

<sup>15. «</sup> Les français visent un camp djihadiste à Tombouctou », Le Parisien, 22 janvier 2013.

<sup>16. «</sup> Opération Serval : point de situation du 24 janvier au 26 janvier », Ministère de la Défense français, 26 janvier 2013 ; Christophe Guilloteau et Philippe Nauche (rapporteurs), Rapport d'information n°1288 de l'Assemblée Nationale sur l'Opération Serval, op.cit, p.52.

<sup>17. «</sup> Adrar » signifie « montagne » dans les langues berbères.

<sup>18. «</sup> Opération Serval : point de situation du jeudi 28 février », Ministère de la Défense français, 5 mars 2013.

<sup>19.</sup> Interview réalisé à Dakar auprès d'un officiel militaire français proche de l'Opération Serval.

Contrairement aux deux précédentes, cette phase a été marquée par une ferme opposition des groupes djihadistes, « qui se sont battus et ont défendu leurs positions durant de longues heures »20 ainsi que des combats au sol meurtriers dans les deux camps.

Enfin, la quatrième phase de l'opération (en cours depuis le début du mois d'avril) consiste à assurer le passage de relais aux forces armées maliennes et aux forces internationales de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA). Le dispositif Serval a été réorganisé en un unique GTIA renforcé, baptisé « Désert » (initialement, la force Serval en comptait trois) et un groupement aéromobile réparti dans trois villes : Gao, Tessalit et Kidal<sup>21</sup>. Le nouveau dispositif vise à dissuader AQMI et les autres groupes djihadistes par des opérations ciblées de sécurisation et de contrôle d'axes stratégiques, ainsi que par la traque des combattants en fuite et la recherche de caches d'armes<sup>22</sup>.

### La dispersion des combattants et l'expansion régionale

Les opérations militaires de reconquête des territoires occupés ont forcé une expansion régionale du groupe terroriste vers d'autres zones d'instabilité de la sous-région, notamment en Libye et en Tunisie<sup>23</sup>. Selon Antonin Tisseron, chercheur associé à l'institut Thomas More, la Libye serait ainsi en passe de devenir « le nouvel épicentre djihadiste dans la région, avec des répercussions directes sur le Niger et le Tchad »<sup>24</sup>. Le président nigérien Mahamadou Issoufou a lui-même exprimé ses inquiétudes sur l'installation d'un foyer djihadiste dans le sud libyen: « pour le Niger en particulier, la menace principale s'est déplacée de la frontière malienne vers la frontière libyenne»<sup>25</sup>. Plus récemment, le Premier ministre tunisien, Ali Larayedh, a affirmé l'existence de relations entre les dirigeants d'AQMI et ceux d'Ansar al Charia en Tunisie et en Libye. Selon le chef du gouvernement tunisien, des combattants djihadistes, dont certains appartenant à AQMI, profiteraient du chaos libyen pour recevoir une formation et s'armer<sup>26</sup>.

La question du niveau d'ancrage d'AQMI au sud et à l'est de la Libye reste toutefois débattue. Alors que certains avancent qu'il y a déjà une implantation avancée<sup>27</sup>, d'autres estiment qu'AQMI entretiendrait simplement des « complicités logistiques avec d'autres groupes armés libyens qui lui offriraient, en échange de financements, des facilités dans leurs camps d'entraînement ou la possibilité d'un repli dans certaines zones »<sup>28</sup>.

20. Ibid.

<sup>21. «</sup> Mali : point de situation du 23 mai », Ministère de la Défense, 24 mai 2013.

<sup>22.</sup> Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », op.cit, p.8.

<sup>23. «</sup> Tunisie: AQMI envoie des renforts aux terroristes du Chaâmbi », Tunisie Numérique, 19 octobre 2013.

<sup>24.</sup> Antonin Tisseron, « Quel terrorisme au Sahel après l'opération Serval ? Jihadisme nomade et extension régionale », note d'actualité 13, 9 octobre 2013.

<sup>25. «</sup> Issoufou : le Tchad visé également », BBC Afrique, 27 mai 2013.

<sup>26. «</sup> Tunisia sees Islamist militants exploiting Libya chaos », Reuters, 20 octobre 2013.

<sup>27.</sup> Voir l'ouvrage de Samuel Laurent, « Sahelistan », Paris, Seuil, 2013 et l'interview de l'auteur dans Anthony Lattier, « Samule Laurent, auteur de 'Sahelistan' », RFI, 9 juin 2013.

<sup>28.</sup> Jean-Pierre Chevènement, Gérard Larcher, Sahel: pour une approche globale, Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, Rapport d'information n° 720 (2012-2013), déposé le 3 juillet 2013, p.108.

Ces derniers doutent par ailleurs de la capacité d'intégration d'une organisation perçue comme « algérienne » parmi les groupes locaux<sup>29</sup>. En tout état de cause, l'est et le sud libyen possèdent des caractéristiques très intéressantes pour une implantation solide d'AQMI: la présence de nombreux groupes armés et milices (dont certains avec un agenda islamiste radical), l'existence de trafics en tout genre (armes, drogues, êtres humains), la prolifération des armes, le manque de contrôle de l'État sur la zone et ses frontières, la richesse en hydrocarbure de son sous-sol et un mouvement rampant de radicalisation islamiste des populations libyennes.

### 2. La modification de la structure organisationnelle

## 2.1. L'organigramme d'AQMI au Sahel et au Nord-Mali avant l'intervention

Sur le plan structurel, AQMI est une organisation divisée en plusieurs katibas<sup>30</sup> (traduire « phalanges » ou « brigades »). La première, la plus ancienne, se situe dans le nord de l'Algérie et est dirigée par l'actuel n°1 de l'organisation, l'Algérien Abdalmalek Droukdel. En octobre 2012, l'émir Droukdel a nommé l'Algérien Yahia Abou El-Hamman (nom de guerre de Djamel Okacha), « émir du grand Sahara », en remplacement de Nabil Makkhloufi – tué dans un accident de voiture le 9 septembre 2012 au nord du Mali – pour coordonner l'ensemble des activités d'AQMI dans la zone sahélienne, faisant de lui le nouveau n°2 de l'organisation. Toutefois, celui-ci n'aurait d'emprise réelle que sur une partie du sud algérien<sup>31</sup>.

Le reste de la zone sahélienne est divisée en quatre principales katibas. La plus connue, tarik ibn ziyad, a été dirigée jusqu'en 2013 par le célèbre djihadiste algérien Abdelhamid Abou Zeid (nom de guerre de Mohammed Ghdiri) éliminé par les forces franco-tchadiennes de Serval (l'Algérien Abou Moughatil l'a remplacé à la tête de la katiba). Elle sévit principalement dans une zone s'étalant « de l'est du Tchad au nord du Mali »<sup>32</sup>. Elle a été longtemps en concurrence directe avec la katiba *al Moulathamoun* dirigée par Mokhtar Belmokhtar (appelé aussi « le borgne » ou « M. Marlboro ») dont la zone d'action s'étend du sud algérien à la Mauritanie et au Mali<sup>33</sup>. Toutefois, en décembre 2012, Mokhtar Belmokhtar, en raison de sa rivalité avec Abou Zeid et de sa marginalisation au sein du mouvement, a décidé de créer sa propre organisation, les « Signataires par le sang ». Enfin, deux autres katibas, moins connues et proches de la brigade d'Abou Zeid, sont actives au Nord-Mali.

<sup>29.</sup> Ibid.

<sup>30.</sup> A l'origine, une « katiba » était une unité de combattants correspondant à une compagnie légère (soit une centaine d'hommes), de l'Armée de Libération Nationale (ALN), branche armée du Front de libération nationale (FLN) durant la guerre d'indépendance d'Algérie. Le terme a depuis été repris par différents mouvements insurrectionnels au Maghreb et au Sahel.

<sup>31.</sup> Mehdi Medkdour, « Al Qaïda au Maghreb Islamique – fiche documentaire », op. cit, p.3 : http://www.grip.org/fr/node/130

<sup>32.</sup> Mehdi Medkdour, « Al Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle », op. cit. : http://www.grip.org/fr/node/129

<sup>33.</sup> Mehdi Medkdour, « Al Qaïda au Maghreb Islamique – fiche documentaire », op. cit, p.5.

Il s'agit tout d'abord de la katiba *Al-Fourghan* qui a été dirigée jusqu'en 2013 par un Mauritanien, Mohamed Lemine Ould El-Hassen, dit Abdallah Al-Chinguitty, également tué lors de l'Opération Serval (et remplacé par son compatriote Abderrahmane). Enfin, la katiba *Al-Ansar* est commandée par un Touareg malien, Hamada Ag Hamada dit Abdelkrim el-Targui, neveu de Iyad Ag Ghali<sup>34</sup>. Elle serait principalement composée de Touaregs maliens et nigériens. Cette dernière a revendiqué l'enlèvement et l'assassinat des deux journalistes français à Kidal, Claude Verlon et Ghislaine Dupont, le 2 novembre 2013<sup>35</sup>.

Au niveau organisationnel, chaque katiba opère de façon indépendante, que ce soit par rapport au commandement central basé en Kabylie (Algérie) ou aux autres phalanges sahéliennes<sup>36</sup>. Les deux principaux disciples historiques d'Abdelmalek Droukdel dans le Sahel, Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeid, se sont même longtemps posés en rival pour le contrôle de la zone. Mokhtar Belmokhtar ayant décidé de créer sa propre organisation, la katiba du djihadiste algérien Abou Zeïd a progressivement imposé sa domination sur le Nord-Mali. Contrairement à Belmokhtar, qu'il avait accusé de s'être détourné du djihad en devenant un « notable » qui verse dans le « business »<sup>37</sup>, Abou Zeid a véhiculé l'image d'un djihadiste pur et dur, n'hésitant pas à exécuter ses otages<sup>38</sup>. A partir d'avril 2012, il s'est installé à Tombouctou avec ses fidèles et a fait régner un climat de terreur, imposant à la population une vision extrêmement rigide de la charia<sup>39</sup>.

### 2.2. La perte des « leaders clés » et la réorganisation interne

L'opération Serval a provoqué un fractionnement de l'organisation politico-militaire d'AQMI au Mali. Tout d'abord, la force Serval a procédé à une « décapitation »<sup>40</sup> des leaders clés de l'organisation, en tuant notamment le principal dirigeant d'AQMI au Mali, Abou Zeid<sup>41</sup>, ainsi que deux autres chefs importants de katiba : le Mauritanien Mohamed Lemine Ould El-Hassen et le Touareg malien El Kairouani Abu Abdelhamid al-Kidali.

<sup>34.</sup> Iyad Ag Ghali, originaire du Mali, est une figure historique du mouvement rebelle touareg et actuel dirigeant d'Ansar Eddine.

<sup>35. «</sup> AQMI revendique l'assassinat des deux envoyés spéciaux de RFI au Mali », RFI, 6 novembre 2013.

<sup>36.</sup> Djallil Lounnas, « AQMI et la crise malienne », op. cit, p.46.

<sup>37.</sup> Adlène Meddi, Mélanie Matarese, « Sahel : Abou Zeid, l'irrésistible ascension », El Watan, 1er octobre 2010

<sup>38.</sup> La Katiba d'Abou Zeid est la seule à avoir exécuté des otages occidentaux depuis l'assassinat des moines de Tibéhirine en 1996. Il s'agit du britannique Edwin Dyer et du français Michel Germaneau respectivement en 2009 et 2010.

<sup>39.</sup> Laurent Touchard, Baba Hamed, Cherif Ouazzan, « AQMI: un tueur nommé Abou Zeid », *Jeune Afrique*, 3 octobre 2012.

<sup>40.</sup> Philippe Gros, Jean-Jacques Patry et Nicole Vilboux ont défini la décapitation comme un processus qui consiste à « priver une entité de son organe de décision ou de ses centres nerveux en vue d'obtenir une paralysie fonctionnelle générale ou partielle » cité dans Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », op. cit, p. 10.

<sup>41.</sup> Abou Zeid, aurait été tué dans l'Adrar des Ifoghas par une frappe aérienne française à la fin du mois de février en même temps que toute une section de sa katiba. Sa mort a été confirmée le 23 mars par les autorités françaises suite à des tests ADN puis par un communiqué officiel d'AQMI le 16 juin.

La mort d'Abou Zeid signifie la rupture (du moins temporaire) des nombreux liens d'allégeance et de solidarité que le leader algérien avait tissés au cours des dernières années avec les populations locales dans le Nord-Mali. Selon le Centre de Genève pour la formation et l'analyse du terrorisme (GCTAT), « Abou Zeid était 'le' garant des alliances, protections et soutiens liant les unités sahéliennes d'AQMI aux tribus touarègues du Nord du Mali ». Son décès a ainsi condamné son successeur « à un long et fastidieux travail de recomposition »<sup>42</sup>. Ce n'est que six mois après sa mort, en septembre 2013, qu'AQMI a désigné officiellement son successeur à la tête de la katiba *tarik ibn ziyad* : l'Algérien Abou Moughatil, connu sous le pseudonyme Abou Saïd el-Djazaïri<sup>43</sup>.

Cet informaticien d'une quarantaine d'années n'occupait jusqu'alors qu'une position subalterne de responsable logistique au sein d'AQMI. Sa nomination pourrait s'expliquer par ses compétences en matière de transmission de l'information et donc sa capacité à rétablir les liaisons entre la maison mère en Kabylie et les combattants sahéliens, qui ont été fortement désorganisés<sup>44</sup>. En outre, il aurait été choisi, selon les services algériens, car il était bien placé pour négocier la libération des otages français faits prisonniers en septembre 2010 à Arlit (Niger) dont il avait piloté l'opération<sup>45</sup>. La libération des quatre otages d'Arlit le 29 octobre 2013, selon des conditions qui restent à éclaircir, leur donnera raison<sup>46</sup>.

L'autre grand changement de leadership a concerné la katiba *al-Fourghan*, dirigée depuis septembre 2013 par le Mauritanien Abderrahmane, alias Talha, en remplacement de Mohamed Lemine Ould El-Hassen tué lors de l'opération Serval<sup>47</sup>. Enfin, la réorganisation du mouvement s'est doublée d'une restructuration de la mouvance djihadiste au niveau régional. En effet, le 22 août 2013, le MUJAO a annoncé qu'il avait fusionné avec la branche dissidente d'AQMI conduite par Mokhtar Belmokhtar, « les Signataires par le sang », pour créer un nouveau groupe dénommé Al-Mourabitoune<sup>48</sup>. Ce dernier, qui bénéficie du soutien du n°1 d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, détient de nombreux atouts pour constituer rapidement une menace d'envergure<sup>49</sup>.

42. « Celui qui parlait au désert : Abdulhamid Abou Zaid, nécrologie du silence », Geneva Centre for Training and Analysis of terrorism (GCTAT), 24 mars 2013.

46. Jacques Follorou, « Otages d'Arlit : les dessous de la négociation », *Le Monde*, 30 octobre 2013.

<sup>43. «</sup> AQMI nomme l'Algérien Saïd Abou Moughatil pour remplacer Abou Zeïd », *Jeune Afrique*, 27 septembre 2013.

<sup>44. «</sup> AQMI : pourquoi Abou Saïd à la place d'Abou Zeid », Jeune Afrique, 8 octobre 2013.

<sup>45.</sup> Ibid.

<sup>47. «</sup> Visuel interactif: le nouvel organigramme d'AQMI », Jeune Afrique, 25 octobre 2013.

<sup>48.</sup> Nicolas Champeaux, « La sécession de Mokhtar Belmokhtar avec AQMI et ses conséquences », RFI, 6 octobre 2013.

<sup>49.</sup> Christophe Boisbouvider, « Terrorisme au Sahel : « Al-Mourabitoune est l'organisation en devenir », *RFI*, 6 octobre 2013 ; Mélanie Matarese, « Opération Serval : les terroristes se redéploient », *Le Figaro*, 8 septembre 2013.

## 3. L'attrition<sup>50</sup> des effectifs et la destruction de l'arsenal militaire

#### 3.1 L'attrition des effectifs

Il est très difficile d'évaluer précisément les effectifs d'AQMI avant l'intervention, du fait du ralliement épisodique d'individus recrutés au gré des besoins et de l'extrême mobilité des combattants entre les groupes djihadistes (Ansar Eddine, MUAJO, etc.). Selon les sources, le chiffre évolue de quelques centaines à un millier de combattants. Quelques mois avant l'intervention française, le chercheur Djallil Lounnas, citant des sources occidentales proches du dossier, estimait le nombre total de combattants en activité entre 400 et 600 hommes « permanents », auxquels il faut ajouter un certain nombre de « sous-traitants » qui opèrent pour le compte d'AQMI<sup>51</sup>. Les combattants d'AQMI sont majoritairement des Algériens mais on y trouve aussi des individus en provenance de Mauritanie, du Mali, du Niger, du Tchad, du Burkina Faso, du Maroc, de la Tunisie, de la Libye, ainsi que quelques transfuges somaliens, soudanais et nigérians. Selon Mathieu Guidère, islamologue et spécialiste d'AQMI, à la fin de l'année 2010, « les pays du Sahel fournissaient environ la moitié des membres de l'organisation, majoritairement composée de Mauritaniens et de Maliens »52. Ainsi, les rangs d'AQMI comptaient au Nord-Mali, outre les « internationaux », une proportion non négligeable de combattants issus des populations locales arabes et touarègues<sup>53</sup>.

L'Opération Serval a causé la plus grande attrition des combattants depuis la création de l'organisation en 2007. Selon des sources militaires françaises, un tiers des combattants islamistes ont été neutralisés, un tiers a abandonné les armes et le dernier tiers s'est replié<sup>54</sup>. Selon Yves Trotignon, un ancien agent de la DGSE spécialiste du terrorisme, interviewé par RFI<sup>55</sup>, ce dernier tiers s'est dispersé « par petits paquets » pour faciliter leur fuite au Mali et dans la sous-région. Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait déclaré en mars 2013 à la suite d'une visite au Mali que « 500 djihadistes » avaient été « trouvés » par les forces françaises dans l'Adrar des Ifoghas<sup>56</sup>. Le général français Bernard Barrera, commandant de la composante terrestre de la force Serval, a quant à lui évalué les pertes ennemies (tout groupe armé confondu) à « plusieurs centaines, de 600 à 1 000 »<sup>57</sup>

<sup>50.</sup> Terme généralement utilisé par le personnel militaire pour désigner la « réduction de l'efficacité opérationnelle d'une force par destruction ou neutralisation de ses capacités physiques et de son aptitude à la reconstitution », cité dans Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », op. cit, p. 10.

<sup>51.</sup> Djallil Lounnas, « AQMI et la crise malienne », op. cit, p.46.

<sup>52.</sup> Mathieu Guidere, « Al-Qaïda au Maghreb Islamique : le tournant des révolutions arabes », op. cit. p.3.

<sup>53.</sup> Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », op. cit, p.3.

<sup>54.</sup> Romain Mielcarek, « Ou sont passés les djihadistes qui ont combattu au Mali ? », RFI, 23 octobre 2013.

<sup>55.</sup> Ibid.

<sup>56. «</sup> La fin de Serval doit coïncider avec la solution politique au Mali (Jean-Yves Le Drian)», *Le Monde*, 11 mars 2013.

<sup>57. «</sup> Retour sur l'opération Serval avec le général Barrera », Défense Globale, 1er octobre 2013

Encore une fois, il paraît presque impossible d'évaluer avec précision les pertes d'effectifs d'AQMI à la suite des différentes phases de l'Opération. Il est cependant fort probable que plusieurs centaines de combattants aient été tués et plusieurs centaines d'autres blessés. Les principales pertes sont intervenues au cours des première et troisième phases (janvier et mars 2013) correspondant respectivement à l'arrêt de l'offensive ennemie et aux combats livrés dans le massif des Ifoghas<sup>58</sup>. Ces pertes considérables d'effectifs combinées à l'élimination des principaux leaders ont eu pour conséquence le fractionnement des katibas en « plusieurs unités moins nombreuses, voire en groupuscules »<sup>59</sup>.

Toutefois, AQMI ne devrait sans doute pas avoir de mal à reconstituer une base de combattants. En effet, les candidats au djihad, tout comme les combattants « économiques » prêts à se battre ne manquent pas dans la sous-région et permettront vraisemblablement à AQMI de reconstituer ses rangs<sup>60</sup>. Selon des sources militaires citées dans le rapport du Secrétaire Général des Nations unies sur la situation du Mali en date du 1<sup>er</sup> octobre, des groupes djihadistes, dont AQMI, seraient déjà en train de recruter parmi les populations locales du Nord de Tombouctou<sup>61</sup>. Enfin, le réseau terroriste a diffusé le 29 octobre une vidéo sur le site *You Tube*, appelant de nouveaux combattants « à joindre les rangs »<sup>62</sup>.

### 3.2 La destruction de l'arsenal militaire

Il est avéré que l'arsenal militaire et paramilitaire d'AQMI avant l'intervention était conséquent<sup>63</sup>: Kalachnikovs, lance-roquettes RPG-7, fusils mitrailleurs FMPK, mitrailleuses de calibre 12.7 mm et 14.5 mm, grenades, etc. Les combattants des katibas actives au Nord-Mali disposaient également de véhicules 4x4 équipés de mitrailleuses lourdes ainsi que de téléphones satellitaires<sup>64</sup>. Mokhtar Belmokhtar, qui a noué des relations étroites avec des réseaux de contrebandiers, a été l'un des principaux fournisseurs en armes d'AQMI ces dernières années. Par ailleurs, la guerre civile libyenne de 2011 a permis à l'organisation de renforcer considérablement son arsenal militaire, y compris en armes lourdes <sup>65</sup>.

58. Philippe Gros, Jean-Jacques Patry, Nicole Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », op. cit, p.10.

59. Ibid.

60. *Ibid*.

61. *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali*, Conseil de Sécurité des Nations unies, S/2013/582, 1<sup>er</sup> octobre 2013, p.6.

- 62. Jemal Oumar, « Lancement d'une nouvelle campagne de propagande d'AQMI », Magharebia, Nouakchott, 11 novembre 2013.
- 63. Pour une étude approfondie de l'arsenal militaire des différents groupes armés présents au Nord-Mali, voir « Rebel Forces in Northern Mali: Documented Weapons, Ammunition and Related Materiel avril 2012 mars 2013 », Conflict Armament Research & Small Arms Survey (SAS), 2013, 22 p.
- 64. Mehdi Medkdour, « Al Qaïda au Maghreb Islamique Fiche documentaire », op.cit. p. 4 : http://www.grip.org/fr/node/130
- 65. En 2011, la Libye disposait d'un stock d'armement considérable dont les proportions sont impossibles à évaluer. Selon l'ONG *Human Rights Watch*, il y avait plus d'armes dispersées en Libye en 2011 qu'en Irak après la chute du régime de Saddam Hussein, voir B. Peter, « Quaddafi

Selon le rapport d'information de l'Assemblée nationale française sur la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne (mars 2012)<sup>66</sup>, les armes qui ont été récupérées en Libye sont en autres des mitrailleuses lourdes, des lance-roquettes antichars RPG-7, des détonateurs, des munitions en tout genre ainsi que plusieurs centaines de kilos d'explosifs SEMTEX<sup>67</sup>. Un type d'arme en particulier, ayant fait l'objet d'un trafic entre la Libye et le Sahel, a inquiété tout particulièrement : les missiles sol-air à très courte portée (SATCP)<sup>68</sup>. Généralement de conception russe, ce sont des armes facilement transportables par un seul homme, ne produisant que de très faibles signaux détectables et capables de menacer des avions et hélicoptères évoluant à basse altitude (notamment durant les phases de décollage et d'atterrissage).

La destruction des infrastructures d'AQMI et de son arsenal militaire a été l'un des objectifs principaux des forces Serval. Interrogé par les représentants de la Commission parlementaire française, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait cité dans les quatre principales missions de l'armée française au Mali « la destruction des bases arrière – dépôts d'essence ou de munitions, centres d'entraînement, infrastructures diverses – afin d'empêcher les groupes terroristes de se reconstituer »<sup>69</sup>. Toujours selon le rapport de l'Assemblée nationale française sur l'Opération Serval : « plusieurs centaines de tonnes de munitions ont été retrouvées, dissimulées dans des caches, ainsi que plusieurs fabriques de bombes artisanales, des vestes d'attentat-suicide, du matériel de communication, des faux papiers et des moyens d'en confectionner, des ordinateurs ainsi que des GPS »<sup>70</sup>. Durant les deux premières phases de l'opération, les cibles à détruire avaient été clairement repérées. Il s'agissait de matériels lourds, comme des véhicules 4x4 équipés de mitraillettes, facilement identifiables depuis le ciel.

En revanche, les opérations de recherche et de destruction des bases arrière et du matériel militaire d'AQMI, au cours de la troisième phase dans le massif des Ifoghas, ont été beaucoup plus complexes car les objectifs étaient « extrêmement bien cachés et dissimulés »<sup>71</sup>. Dans un terrain aussi difficile que celui des Ifoghas, ces opérations n'ont donc pu être possibles que grâce à une combinaison de troupes au sol (franco-tchadiennes) capables de déceler et de fixer les positions ennemies et d'un appui aérien solide (assuré en grande partie par les hélicoptères Tigres) pouvant les détruire<sup>72</sup>.

Great Arms Bazaar », *Human Rights Watch*, 8 avril 2011 ; cité par F. Santopinto, « La dispersion des armes en Libye », *Les Nouvelles du GRIP*, juin 2011.

- 66. H. Pagnol, F.Loncl, « Rapport d'information de l'Assemblée nationale française n°4431 : la situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne », 6 mars 2012, p.31.
- 67. Puissant explosif inventé et fabriqué en Tchécoslovaquie depuis la fin des années 1960. Composée d'une substance chimique difficile à détecter, le Semtex a été utilisé dans plusieurs attentats, notamment celui de Lockerbie qui l'a rendu célèbre. Quelques centaines de grammes sont suffisants pour détruire le fuselage d'un avion de ligne de type Boeing 747. Le 12 juin 2011, l'armée nigérienne a intercepté des éléments d'AQMI à la frontière algérienne transportant 640 kg d'explosifs Semtex et 435 détonateurs provenant des dépôts d'armes libyens.
- 68. En anglais: MANPAD (Man-Portable Air-Defense System).
- 69. Christophe Guilloteau et Philippe Nauche (rapporteurs), Rapport d'information n°1288 de l'Assemblée Nationale sur l'Opération Serval, op. cit, p.33.
- 70. Ibid. p.53.
- 71. Interview réalisé à Dakar auprès d'un officiel militaire français proche de l'Opération Serval.
- 72. Michel Goya, « L'intervention militaire en perspectives », op. cit.

Durant cette phase, les rapports d'information du ministère de la Défense français ont fait état presque quotidiennement de la découverte et la destruction de nombreuses caches d'armes et de camps d'entraînement identifiés comme appartenant à AQMI<sup>73</sup>. Le général Bernard Barrera, commandant de la composante terrestre de Serval, a confirmé la provenance libyenne d'une grande partie des armes saisies. Toutefois, il a infirmé l'utilisation d'armes lourdes et de matériel anti-aérien par les combattants djihadistes : « nous avons trouvé également des pièces d'artillerie, des mortiers mais ils ne savaient pas s'en servir. Nous avions peur de tomber sur de l'antiaérien mais non, ce sont des combattants légers »<sup>74</sup>.

Une source militaire française interrogée à Dakar a confirmé que les combattants d'AQMI dans les Ifoghas n'étaient pas équipés d'armes lourdes car celles-ci « nécessitent de la logistique, de la maintenance et du carburant, qui sont généralement inaccessibles dans le désert »<sup>75</sup>. Selon cette même source, « plusieurs tonnes de matériels militaires ont été découverts et détruits dans les Ifoghas, essentiellement des armes individuelles légères, des mitrailleuses ou des RPG-7 montés sur des véhicules 4x4 ainsi que des engins explosifs improvisés, parfois confectionnés à l'aide d'obus volés à l'armée malienne »<sup>76</sup>. Enfin, les bases logistiques et camps d'entrainement étaient, selon des sources militaires françaises, très rudimentaires. Elles étaient constituées « de réserves de carburant, de munitions et de tout ce qui permet de vivre dans le désert »<sup>77</sup>. Enfin, les camps d'entrainement d'AQMI dans les Ifoghas ne peuvent être comparés à des centres d'entrainement conventionnels. Très discrets pour ne pas attirer l'attention, ce sont seulement « quelques tentes où l'on peut manger et dormir »<sup>78</sup>.

A priori, on pourrait penser que la reconstitution par AQMI d'un arsenal militaire au Nord-Mali équivalent à celui d'avant-guerre prenne du temps. D'une part, une grande partie du territoire malien est occupé par les soldats de trois forces armées (française, malienne et onusienne), qui y mènent des opérations conjointes de ratissage. D'autre part, les sources de financement de la filière d'Al-Qaïda dans le Sahel ont été fortement perturbées, notamment les ressources issues du contrôle des routes de la drogue. Ainsi, selon Christophe Champin, spécialiste du trafic de drogue dans le Sahel, « l'intervention militaire française a bouleversé les filières sahéliennes de la drogue »<sup>79</sup>.

<sup>73.</sup> A titre d'exemple, le point de situation du 28 février du Ministère de la Défense sur les opérations militaires souligne que « ce sont près d'une quinzaine d'ateliers et de caches qui ont été découverts, 4 mortiers de 82 mm, environ 70 roquettes de 122 mm, 9 sacs de 50 kg de produit explosif, 3 bonbonnes d'explosif artisanal ont été trouvés. Les recherches ont été particulièrement efficaces grâce à la coopération de la population locale » cité dans « Opération Serval : point de situation du jeudi 28 février », Ministère de la Défense, 5 mars 2013.

<sup>74. «</sup> Retour sur l'opération Serval avec le général Barrera », op. cit.

<sup>75.</sup> Interview réalisé à Dakar auprès d'un officiel militaire français proche de l'Opération Serval.

<sup>76.</sup> Ibid.

<sup>77.</sup> Ibid.

<sup>78.</sup> Ibid.

<sup>79.</sup> Christophe CHAMPIN, « Malgré l'intervention française le trafic de cocaïne continue en Afrique de l'Ouest », Afrique drogue, 29 mars 2013.

Toutefois, il convient d'être prudent sur la question de la reconstitution militaire et financière d'AQMI. En effet, l'importance des trafics et de la circulation des armes dans la sous-région est telle qu'il est toujours relativement aisé pour l'organisation terroriste de reconstituer son arsenal militaire à moindre coût. En outre, malgré l'intervention militaire, de grandes quantités de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud continuent d'affluer vers l'Afrique de l'Ouest<sup>80</sup>, continuant d'alimenter les financements d'AQMI. Ainsi, il est très probable que de nouvelles routes de passage aient vu le jour dans la zone sahélienne et que les acteurs contrôlant ces routes se soient réorganisés. Enfin, le système de rançon, première ressource financière de l'organisation<sup>81</sup>, pourrait bien être l'élément principal sur lequel compte AQMI pour se reconstituer.

L'islamologue Mathieu Guidère a dressé un tableau des montants des demandes de rançons de l'organisation entre 2007 et 2011. Celles-ci s'évaluent à plusieurs dizaines de millions d'euros chaque année (90 millions d'euros pour la seule année 2011)<sup>82</sup>. S'il est presque impossible d'obtenir les montants effectivement payés par les chancelleries occidentales, il est fortement probable que les sommes perçues par AQMI pour ses activités d'enlèvements se chiffrent à plusieurs millions d'euros<sup>83</sup>. En outre, la libération des quatre otages français d'Arlit, le 29 octobre<sup>84</sup>, puis l'enlèvement et l'assassinat de deux journalistes français à Kidal, le 2 novembre, revendiqué par la katiba *Al-Ansar*, démontrent que la filière est toujours très active.

# 4. L'évolution de la stratégie et des objectifs : de l'occupation à la déstabilisation

## 4.1 L'obsolescence du projet d'occupation et de création d'un État islamique au Nord-Mali

L'une des conséquences évidentes de l'opération Serval est le coup d'arrêt du projet pensé par le chef d'AQMI, l'émir Droukdel, de création d'un État islamique au Nord-Mali.

<sup>80.</sup> Le 15 mars 2013, en pleine bataille des Ifoghas, la marine espagnole a intercepté au large du Cap-Vert un cargo en provenance du Venezuela transportant près de deux tonnes de cocaïne.

<sup>81.</sup> Les sources de financements d'AQMI proviennent en immense partie des rançons payées par les États occidentaux à la suite d'enlèvements. Les cibles sont des touristes, des humanitaires, des travailleurs expatriés ou encore des hauts fonctionnaires, comme le canadien Robert Fowler, représentant spécial du Secrétaire Général des Nations unies pour le Niger, capturé en décembre 2008 avec son collègue Louis Guay et leur chauffeur à proximité de Niamey.

<sup>82.</sup> Mathieu Guidere, « Al-Qaïda au Maghreb Islamique : le tournant des révolutions arabes », op.cit. p.5

<sup>83.</sup> En 2010, le conseiller spécial du président algérien, Kamel Razzaq avait déclaré qu'AQMI a obtenu « 50 millions d'euros de rançon en provenance des pays occidentaux » voir Walid Ramzi, « Les pays du Sahel-Sahara luttent contre le financement du terrorisme », *Magharebia*, 20 septembre 2010.

<sup>84.</sup> Le journal français Le Monde a dévoilé que des membres de la DGSE (service de renseignement extérieur français) auraient remis une somme de « plus d'une vingtaine de millions d'euros » aux ravisseurs des quatre otages français faits prisonniers à Arlit au Niger le 16 septembre 2010. L'information a été immédiatement démentie par les autorités françaises. Voir « Otages au Mali : pas de « questions financières » selon Hollande », Le Monde, 8 février 2013.

Ce projet avait été en partie dévoilé en octobre 2013 par la publication d'un document intitulé, "Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad » daté de juillet 2012 et signé des mains d'Abdelmalek Droukdel. Il avait été découvert le 16 février 2013 à Tombouctou dans les locaux de l'Office de la Radio-Télévision du Mali (ORTM) par les envoyés spéciaux de la chaîne de radio RFI et du quotidien Libération<sup>85</sup>. Si les deux rédactions reconnaissent qu'il est difficile de prouver avec certitude l'authenticité d'un tel document, les critères de recoupement, de lieu et de cote du document, ainsi que l'avis des experts consultés, convergeraient vers une authentification du texte<sup>86</sup>.

Rédigé en arabe, ce document de 80 pages est divisé en six chapitres<sup>87</sup>. Abdelmalek Droukdel y énonce, de façon raisonnée et pragmatique, le plan stratégique d'AQMI au Mali à moyen et long terme. Il souhaite mettre en place dans le pays un émirat islamique qui serait dirigé par AQMI, sans pour autant être étiqueté par la communauté internationale comme un gouvernement djihadiste. Pour cela, l'émir Droukdel recommande de « gagner le cœur et les esprits des populations » ainsi que « d'éviter les excès, de ne pas prendre des décisions risquées (...), de ne pas avoir une grande visibilité sur la scène politique et militaire » (...) d'adopter des politiques progressives »<sup>88</sup>.

Il condamne ainsi « la destruction des mausolées (...) la sentence de fornication, la flagellation, la correction des péchés par la force »89. Afin de ne pas apparaître comme un gouvernement illégitime auprès de la communauté internationale, Droukdel entend s'appuyer sur des mouvements locaux de façade pour gouverner. A cet égard, il regrette l'échec de l'accord qui avait été signé le 26 mai 2012 à Gao entre les responsables d'Ansar Eddine et du MNLA90. Il appelle donc de ses vœux à la signature d'un nouvel accord global inclusif avec le MNLA, Ansar Eddine, ainsi que « les autres importantes parties concernées telles que les Arabes, à savoir le Front national de la libération d'Azawad, les Songhaï et les Peuls »91. Le chapitre V (« Vision relative à la Constitution d'un gouvernement intérimaire ») prévoit même dans les détails la formation d'un gouvernement islamique « qui représente tous les acteurs » et dont la direction reviendrait au chef touareg d'Ansar Eddine, lyad Ag-Ghali.

85. Nicolas Champeaux, « Le projet du chef d'AQMI pour le Mali », RFI, 6 octobre 2013.

88. « Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad », op. cit, p.3-5. 89. *Ibid.* p.6.

<sup>86.</sup> Nicolas Champeaux, « Comment RFI et Libération ont découvert le document stratégique d'AQMI », RFI, 6 octobre 2013.

<sup>87.</sup> Chapitre I : « La conception globale du projet islamique djihadiste de l'Azawad » ; Chapitre II : « Le contrôle de la position d'Al-Qaeda actuellement et la définition de la nature de son activité à l'intérieur et à l'étranger » ; Chapitre III : « Les meilleurs politiques visant à définir la manière de composer avec les différents couches sociales de l'Azawad et les parties prenantes extérieures » ; Chapitre IV : « Remarques importantes sur l'accord entre Ansar Eddine et le mouvement national pour la libération de l'Azawad ; Chapitre V. « Vision relative à la constitution et la gestion d'un gouvernement intérimaire ; Chapitre VI : « Directives importantes sur l'éventuellement intervention militaire » in "Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad », Organisation d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique, n°234/33, juillet 2012 cité dans Nicolas Champeaux, « Le projet du chef d'AQMI pour le Mali », op. cit.

<sup>90.</sup> Pour plus d'information sur l'accord du 26 mai et son échec voir Soumaïla T. Diarrra, « Tensions autour d'un éventuel État islamique dans le nord », IPS, Bamako, 2 juin 2012.

<sup>91. «</sup> Directives générales relatives au projet islamique djihadiste dans l'Azawad », op. cit, p.10.

Toutefois, le chef d'AQMI prend soin de définir les ministères qui reviendraient à AQMI (« l'Armée, les Médias, la Justice, la Prédication et les Affaires Islamiques, et l'Enseignement ») et ceux qui seront laissés au MNLA (« Affaires Étrangères, Finances, Travaux publics, etc. »)<sup>92</sup>.

Rien n'est moins sûr qu'un tel plan aurait pu aboutir, même sans l'intervention militaire des forces Serval. En tout état de cause, la dislocation de la coalition djihadiste et la destruction, même partielle, de l'appareil politico-militaire d'AQMI par les forces Serval ont rendu obsolète la poursuite du projet de création d'un émirat islamique au Mali.

## **4.2** Le retour de la stratégie de déstabilisation : la recrudescence des activités terroristes

Si l'emprise d'AQMI dans le Nord-Mali a été fortement ébranlée par l'opération Serval, l'organisation djihadiste a conservé une capacité de nuisance bien réelle dans le pays. Le regain des activités terroristes depuis la fin du mois de septembre démontre la capacité d'AQMI à mener des opérations de déstabilisation au Nord-Mali. En effet, le 28

Checkpoint de la MINUSMA à Kidal, au Nord-Mali, 17 juillet 2013 (Crédit photo : Blagoje Grujic/<u>ONU</u>)

septembre, l'organisation a perpétré un attentatsuicide à la voiture piégée contre une caserne de l'armée malienne en plein cœur de Tombouctou<sup>93</sup>. Puis, un mois plus tard, un groupe islamiste radical affilié à AQMI, conduit par le djihadiste malien Sultan Ould Bady<sup>94</sup>, affirmait avoir conduit l'attaque à Tessalit le 23 octobre contre des soldats tchadiens de la MINUSMA, ayant fait perdre la vie à deux Casques bleus<sup>95</sup>. Récemment, la katiba *Al-Ansar*, conduite par Abdekrim el-Targui, a revendiqué l'enlèvement et l'assassinat de deux journalistes français à Kidal le 2 novembre<sup>96</sup>.

Ce regain d'activisme n'est pourtant pas une surprise. Le rapport d'information de l'Assemblée nationale française sur l'Opération Serval (juillet 2013), avait souligné, comme la plupart des experts, que si « le

potentiel résiduel d'AQMI reste difficile à évaluer », l'organisation terroriste « conserve la capacité et la volonté de mener des actions asymétriques (attentats-suicides notamment) »<sup>97</sup>.

<sup>92.</sup> Ibid. p.11.

<sup>93. «</sup> AQMI au Sahara revendique l'attentat suicide de Tombouctou », *Jeune Afrique*, 30 septembre 2013.

<sup>94.</sup> Sultan Ould Bady avait un temps rejoint la Katiba de Abou Zeid, au sein de laquelle il a activement participé à plusieurs enlèvements d'Européens, ainsi qu'aux trafics de stupéfiants dans les régions sud d'AQMI contrôlés par Abou Zeïd. Puis, il a créé son propre groupe sans toutefois jamais se détacher complétement de l'organisation.

<sup>95. «</sup> Tessalit, première attaque terroriste contre les Casques bleus au Mali », *RFI*, 24 octobre 2013.

<sup>96. «</sup> AQMI revendique l'assassinat des deux envoyés spéciaux au Mali », op.cit.

<sup>97.</sup> Christophe Guilloteau et Philippe Nauche (rapporteurs), Rapport d'information n°1288 de l'Assemblée Nationale sur l'Opération Serval, op. cit, p.21.

Cette capacité de résilience d'AQMI peut s'expliquer en partie par sa souplesse à se réorganiser rapidement et à « chercher des vulnérabilités nouvelles sur lesquelles ils vont avoir une forte répercussion médiatique »98.

Cependant, il convient de ne pas donner hâtivement plus d'importance à ce regain d'activisme que ce qu'il représente réellement. Les actions meurtrières commises ces dernières semaines sont caractéristiques d'une activité terroriste, certes bien réelle et extrêmement préoccupante, mais ponctuelle et visant avant tout à marquer les esprits. De plus, ces actions apparaissent comme des mesures de représailles en réponse « aux crimes que la France et ses alliés, les forces africaines et onusiennes, commettent dans l'Azawad islamique »<sup>99</sup>. Selon un officiel militaire français de haut niveau interrogé à Dakar, si AQMI « conserve la capacité de faire mal » le groupe serait actuellement dans une « stratégie d'évitement » par rapport aux forces malienne et internationale, qui s'oppose à la stratégie d'occupation et de défense des territoires occupés observée dans les Ifoghas.

Afin de maintenir la pression sur AQMI et les autres GAD et de limiter leur résurgence, (notamment leur reterritorialisation), la force française Serval mène depuis le mois de juin plusieurs opérations de sécurisation et de ratissage conjointement avec les forces de la MINUSMA et les forces de défense et de sécurité maliennes (opérations « Netero », « Centaure », « Dragon », « Constrictor »). Ces trois composantes ont été déployées au nord et au sud de la boucle du Niger, entre Gao et Tombouctou, dans le cadre de l'opération « Hydre » du 20 octobre au 3 novembre. Cette vaste opération a mobilisé plus de 1500 hommes, dont 600 proviennent de l'armée malienne qui a engagé son deuxième bataillon, « Elou », fraichement formé par la mission européenne d'entraînement au Mali (EUTM Mali)<sup>100</sup>. Toutefois, ce contingent malien, conduit par le colonel Samaké, manque encore de capacités afin de mener une lutte efficace dans ce vaste dédale désertique et la mission s'est achevée sans véritable résultat probant<sup>101</sup>. A ces opérations de grande ampleur s'ajoutent des opérations « de réaction », mobilisant un nombre restreint d'unités, et ciblant un objectif déterminé, comme celle conduite le 14 novembre à l'ouest de Tessalit ayant abouti à la capture de plusieurs membres d'AQMI<sup>102</sup>.

<sup>98.</sup> Interview réalisée à Dakar auprès d'un officiel militaire français proche de l'Opération Serval.

<sup>99.</sup> Le chef de la katiba *Al-Ansar*, Abdelkrim Targui, cité dans le communiqué de revendication de l'enlèvement et l'assassinat des deux journalistes français à Kidal le 2 novembre, « AQMI revendique l'assassinat des deux envoyés spéciaux au Mali », op. cit.

<sup>100. «</sup> L'opération conjointe 'Hydre' en cours autour de la boucle du Niger », *Defense Global*, 24 octobre 2013.

<sup>101.</sup> Nathalie Guibert, « Tuer l'hydre djihadiste au Mali », Le Monde, 4 novembre 2013.

<sup>102. «</sup> Une opération militaire contre AQMI », Le Monde, 14 novembre 2013.

### **Conclusion**

Si l'Opération Serval a largement déstabilisé les groupes armés djihadistes du Nord-Mali, dont AQMI, elle n'a pas fait disparaître la menace pour autant. En « tapant dans la fourmilière » malienne<sup>103</sup>, Serval a redistribué les cartes du risque terroriste au niveau régional. La dispersion des combattants djihadistes dans la zone sahélienne et dans certains pays du Maghreb, ainsi que leur faculté à se réorganiser et se redéployer dans d'autres territoires, fait peser le risque d'une nouvelle sanctuarisation géographique à partir de laquelle AQMI pourrait se régénérer et poursuivre son projet djihadiste sur le long terme. Ces dynamiques transfrontalières montrent toute l'importance d'une action de lutte anti-terroriste dans la durée et à l'échelle régionale.

Cette prise de conscience existe bel et bien au niveau régional depuis plusieurs années. Le 14 novembre 2013 à Rabat (Maroc), une vingtaine de pays arabo-sahéliens ont ainsi réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération dans le cadre de la conférence régionale pour le renforcement de sécurité des frontières entre les pays du Sahel et du Maghreb. Cependant, les tensions et rivalités entre les États dans le domaine sécuritaire, observées entre les États sahéliens au sein du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), conjuguées aux faibles capacités techniques et aux manques de ressources, empêchent l'émergence d'un véritable cadre de coopération régionale efficient. En s'appuyant sur les initiatives nationales et régionales existantes, la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel, présentée en juin 2013 par son envoyé spécial, Romano Prodi, devant le Conseil de sécurité des Nations unies visera notamment à combler ce déficit par la mise en œuvre d'un plan ambitieux de renforcement des mécanismes de sécurité nationaux et régionaux.

\* \* \*

<sup>103.</sup> Expression utilisée par un général français pour désigner les opérations militaires françaises menées au Mali. Voir Guillaume Thibault, « Mali : retour sur trois mois d'intervention française », RFI, 11 avril 2013.

### L'auteur

Marc Mémier est chercheur associé au GRIP depuis 2012, dans l'unité de recherche « Conflit, sécurité et gouvernance en Afrique ». Il travaille en particulier sur les questions liées aux conflits régionaux, au terrorisme, à la criminalité et aux trafics transfrontaliers en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Il est actuellement expert associé en droits de l'Homme au bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH) à Dakar.

- « Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations unies. »
- « The views expressed herein are those of the author and do not necessarily reflect the views of the United Nations. »

#### Avec le soutien du

